

Aux Travailleurs des Champs - Cachin

BIBLIOTHÈQUE DE PROPAGANDE SOCIALISTE

AUX

TRAVAILLEURS



DES

CHAMPS

PAR

MARCEL CACHIN

Prix : **5** centimes



3ME ÉDITION

EN VENTE
Au Secrétariat de la *Fédération Girondine*
du Parti Ouvrier Français
1, Rue Duplessis, 1
BORDEAUX


LIBRARY
SEP 12 1962
UNIVERSITY OF TORONTO



AUX

Travailleurs des Champs

Déjà, vous le savez, la grande majorité des travailleurs des villes et des usines est venue se ranger sous la bannière du parti socialiste. Les bourgeois et les riches, de plus en plus abandonnés par les ouvriers de la main et de la pensée, ont placé ailleurs leur espoir suprême. Pensant qu'ils pourraient vous tromper toujours, ils ont mis au défi les socialistes de venir porter au milieu de vous la parole de Justice et de Vérité. C'est ce défi que nous venons relever aujourd'hui.

Vous savez avec quels désavantages nous engageons la lutte contre les puissants du jour. Les socialistes sont pauvres et nos ennemis disposent de beaucoup d'argent. Les socialistes sont en butte à la haine de l'administration et nos ennemis ont au contraire une organisation toute faite de salariés et de fonctionnaires qu'ils surveillent jalousement. Enfin nous n'avons point de presse, de journaux ; et nos ennemis possèdent des quotidiens importants, attaquant sans relâche les socialistes qui les menacent dans leurs privilèges, et contre lesquels ils voudraient ameuter les agriculteurs.

Malgré toutes ces raisons, les socialistes se présentent à vous sans crainte. En citoyens libres vous les écouterez. Vous vous direz que si tous les ouvriers des villes et un très

grand nombre d'électeurs des campagnes sont venus déjà aux idées socialistes, non par un caprice momentané, mais d'une manière définitive, ces idées doivent avoir un fonds de vérité et mériter l'attention. Vous vous convaincrez aussi que nos adversaires nous calomnient chaque jour : vous verrez que le parti socialiste, le parti des humbles et des déshérités, n'est point composé d'énergumènes et de dévoyés : vous vous assurerez au contraire que, lui seul, peut à l'heure actuelle soulager vos misères et mettre fin à l'exploitation dont vous êtes victimes.

***

Mieux que les paroles les plus éloquentes, les faits vont vous assurer que, pendant la législature qui vient de finir, les prétendus défenseurs de l'agriculture, les richards et les députés soumis au gouvernement vous ont toujours abandonnés ; que seuls les socialistes sont venus vers vous pour vous venir en aide efficacement. Quand vous saurez ce qu'ils ont tenté de faire pour vous, ce qu'ils feront s'ils arrivent au pouvoir, vous vous convaincrez que leurs propositions ne procèdent pas d'utopies dangereuses. Les idées socialistes ne sont dangereuses que pour ceux qui, possédant des moyens de travail qu'ils ne mettent pas en valeur, exploitent nécessairement la nation entière et chacun de vous, directement ou non.

Ce que demandent, en effet, essentiellement les socialistes c'est que les moyens de production soient mis entre les mains de ceux qui les mettent en œuvre. Sans qu'il soit nécessaire d'entrer en de longs détails, vous savez bien qu'aujourd'hui ce ne sont pas toujours ceux qui possèdent et qui tirent bénéfice de la propriété qui mettent en valeur cette propriété. Vous savez aussi que certains moyens de production (chemins de fer, mines, banques, industries de toutes natures) appartiennent à des sociétés puissantes, composées souvent d'un petit nombre de personnes très riches, vivant très loin du travailleur, ignorant toutes les conditions de l'industrie dont ils sont propriétaires, se préoccupant uniquement de toucher leurs coupons de rente. Dans ces industries, les socialistes remettront aux travail-

leurs organisés les instruments, la matière du travail. Mais là où le possesseur est en contact immédiat avec sa propriété, là où il la fait valoir lui-même, dans le cas par exemple de la petite propriété rurale. le socialisme. et le socialisme seul, saura sauvegarder les droits acquis. Aide et secours à ceux qui travaillent ! guerre seulement à ceux qui vivent du travail des autres et mangent leur pain blanc ! Voilà le programme tout entier des socialistes.

C'est dire que — contrairement aux mensonges de nos adversaires — nous ne sommes nullement les ennemis-nés de la petite propriété et surtout de la petite propriété rurale. Notre parti a toujours montré pour elle la plus grande sollicitude, et seuls ont continué à l'écraser d'impôts et à la grever de taxes ceux qui prétendent en être les champions contre nous. En voulez-vous un exemple ? Lorsque l'on opéra, il y a trois ans, la conversion de la rente française, il rentra, grâce à cette opération, une somme de 62 millions environ dans les caisses de l'Etat. Ce fut un député socialiste, Jaurès, qui proposa d'affecter au dégrèvement de la petite propriété terrienne cette somme ainsi obtenue. Mais vos députés qui vous avaient promis le dégrèvement votèrent contre la proposition Jaurès, toujours sous le même prétexte de nécessités budgétaires.

Vaincus de ce côté, les socialistes — toujours en quête de réformes sérieuses et pratiques — ont proposé, en frappant d'un impôt les valeurs et les opérations de Bourse, de soulager d'une partie de ses charges le petit propriétaire. Car voici la statistique édifiante qu'ils ont produite :

L'agriculture paie de 25 à 33 0/0 de son revenu.
Le commerce et l'industrie, 17 0/0 —
Les propriétés bâties, 10 0/0 —
Les titres au porteur, 8 0/0 —
Les rentes de l'Etat (30 milliards), rien du tout.
Les rentes étrangères (25 milliards), rien du tout.

Eh bien ! malgré les bonnes raisons qu'ont pu leur donner les socialistes, les députés modérés et droitiers se sont décidés à laisser les choses en cet état. Le ministre a prétendu que si on voulait soumettre à la loi générale de l'Impôt les boursiers et leurs clients, ceux-ci placeraient tout

leur argent à l'étranger. Tant est puissant leur patriotisme ! — Enfin pour ne pas quitter cette question — si importante pour vous — de l'Impôt « mangeur de populaire » comme au temps de Rabelais, vous savez tous que les socialistes et les radicaux du Parlement ont tout fait pour changer l'assiette des taxes : Ils ont voulu imposer à la Chambre et au Sénat une taxation progressive qui libérerait la petite propriété dont le revenu net n'atteindrait point 2.500 francs et qui frapperait davantage, à proportion même de sa fortune, le grand propriétaire, le riche, l'homme du château. Vous savez aussi que l'on a fait à ce projet si humain et si démocratique une guerre qui n'est point encore finie. En effet, vous pouvez lire chaque jour, dans les journaux des gros propriétaires, des défenses enflammées de l'état de choses présent, et des mensonges impudents sur les partisans du progrès et de la justice. Mais vous finirez bien par voir, agriculteurs, de quel côté sont vos vrais défenseurs !

* * *

Il est une seconde question, voisine de la précédente, dont se sont aussi occupés les socialistes et qui vous montrera que l'application de leur programme servira vraiment vos intérêts. Les chiffres donnés par les ministères nous apprennent que la dette hypothécaire française dépasse 20 milliards et pèse, pour une lourde part, sur la propriété rurale. Le notaire ou l'établissement de crédit qui vous prête de l'argent exige de vous un intérêt qui — d'après M. Méline lui-même — va parfois jusqu'à 11 0/0. Et encore n'est-ce pas sans une enquête sur votre vie, vos idées au moins autant que sur vos quelques arpents de terre. Or, comme vous ne retirez souvent de votre sol qu'un bénéfice de 2 à à 3 0/0, l'intérêt usuraire que vous devez payer à votre prêteur vous dévore. C'est donc pour payer cet intérêt que vous travaillez, et lorsque votre propriété est ainsi grevée d'une hypothèque on peut dire, dans une certaine mesure, que vous n'avez plus — sous le régime d'aujourd'hui — que l'illusion de la possession du sol.

Mais les socialistes sont là qui veillent et ils ont demandé l'établissement d'un Crédit Agricole qui ne sera pas illusoire.

Chacun sait avec quelle ampleur et quelle originalité ils se sont mêlés au récent débat de la Chambre des députés sur le renouvellement du privilège de la Banque de France : on a pu voir que dans cette question comme dans toutes les autres, les socialistes ont été les seuls à proposer en faveur de l'agriculture des réformes sérieuses et profondes. Ils veulent que la Banque de France, qui ne vit actuellement et ne prospère que grâce à l'appui de la nation, cesse de rapporter à ses actionnaires un dividende de 9 à 35 0/0 ; ils veulent qu'elle fonctionne au taux le plus modeste sous le contrôle absolu de la nation. C'est alors, au moment où la nation possédera cet établissement régulateur du marché et de l'intérêt que l'on pourra faire au petit propriétaire des avances qui ne seront plus usuraires, dont l'intérêt ne le dévorera plus. Cette nationalisation de la Banque de France, les socialistes la demandent dans l'intérêt du petit commerce et de l'agriculture. Mais les députés bourgeois l'ont repoussée. Voici ce qu'a répondu un ancien ministre, M. Jonnart (séance du mardi 22 juin 1897), au projet de faire prêter aux agriculteurs, momentanément dans la gêne, l'argent nécessaire pour traverser les crises si pénibles pour eux : « Rien n'est plus capable de pousser à l'indifférence, d'endormir les énergies ». C'est vous faire une injure gratuite et ridicule. Ces gens-là veulent maintenir à tout prix le *statu quo*, l'état de choses présent, et ils dissimulent derrière des arguments empruntés à la vieille économie politique, leur haine des réformes et leur crainte de la démocratie. Au lieu de prendre les questions par leur côté élevé, ils s'attardent aux difficultés de détail, de mise en pratique. Ils sont semblables à ce ministre orgueilleux d'avant 1848 qui disait, aux applaudissements de ses auditeurs, que jamais le suffrage universel ne verrait le jour. Le lendemain, le suffrage universel était établi, comme sera établi demain, si le peuple agricole le veut et le manifeste par ses votes, l'impôt démocratique et le crédit rural.

* * *

Mais ce qui vous préoccupe le plus à l'heure actuelle, c'est que vous ne pouvez plus vendre vos produits à un

prix rémunérateur. Les raisons en sont multiples. Pour ce qui est du blé, par exemple, le droit pourtant très élevé de 5 fr. 60 par hectolitre que les députés bourgeois ont voté — en partie, peut-on dire, pour prévenir la diminution de leurs fermages — se trouve impuissant à vous assurer un prix de vente suffisant. C'est qu'à l'étranger la culture est délivrée des impôts qui vous écrasent ; c'est que le développement du machinisme agricole y a acquis une intensité inconnue ici ; c'est aussi parce que, grâce à des jeux de numéraire, la prime de protection perd presque toute son efficacité. C'est enfin parce que le commerce des blés est livré à une poignée de gros spéculateurs de Marseille et de Paris. Ceux-ci abaissent les cours au moment de vos récoltes par des importations énormes, vous obligent à vendre dans des conditions défavorables, et lorsqu'ils possèdent votre blé ainsi acheté, les cours se relèvent comme d'eux-mêmes. De sorte que, d'après le mot de M. Terrier, ancien ministre de l'agriculture, le commerce des blés est aujourd'hui un véritable baccara.

C'est pour empêcher ces fluctuations si fatales pour vous que le député socialiste Jaurès avait proposé une loi dont voici la teneur : — Si la récolte du blé en France est trop faible pour assurer la consommation, que l'Etat importe de l'étranger la quantité nécessaire et qu'il ne la vende qu'à un prix qui ne puisse vous faire concurrence. De cette façon on vient sérieusement en aide à l'agriculteur ; on fait disparaître l'agio, la spéculation, la spoliation, et la caisse publique s'enrichit en même temps que celle du producteur. Voilà la solution qui a été soutenue par les socialistes : elle a été repoussée par la majorité des députés modérés, comme l'ont été tous les projets de lois honnêtes et démocratiques ; car les députés actuels sont plus ou moins et à des degrés divers, par intérêt personnel, ou par intérêt de classe, ou par ignorance, entre les mains des hommes d'argent.

De même pour la mévente de vos vins. Je vous le demande, qu'a fait pour l'éviter, la Chambre des députés actuelle ? La réponse n'est point douteuse ; et il faut en rendre responsables, moins encore les hommes — animés parfois d'une sollicitude réelle pour les misères paysannes —

que les institutions qu'ils subissent. C'est que le programme des socialistes peut seul — s'il est réalisé — porter remède à cette crise si funeste pour vous. Il faudrait d'abord que les chemins de fer ne fussent point comme aujourd'hui entre les mains de quelques Compagnies qui ne les considèrent que comme une source de gros revenus. Il faudrait que les voies ferrées fussent vraiment ce qu'elles doivent être, des moyens d'échanger vite et à peu de frais les produits de l'agriculture et de l'industrie. Or, à l'heure actuelle, ce que recherchent les actionnaires, ce n'est point l'intérêt général qui commanderait d'abaisser les tarifs de transit des marchandises, de leur permettre de circuler rapidement et économiquement ; c'est uniquement d'augmenter leurs dividendes. Si la nation, c'est-à-dire chacun de nous, possédait les chemins de fer (comme en Belgique, en Allemagne, en Russie), vous sauriez imposer à vos élus le vote de lois permettant le transit réduit des marchandises, de vos vins en particulier, et de la main-d'œuvre agricole. Actuellement les Compagnies, seules maîtresses de leur tarif de transit sont supérieures au gouvernement lui-même. Vous en avez eu un exemple tout récemment (fin avril 1897) : Plusieurs conseillers généraux avaient formulé en août 1896 un vœu tendant à une réduction de tarif de 50 0/0 pour le transport des vendangeurs par groupe de 40 et au-dessus. La direction des chemins de fer a soumis le vœu aux grandes Compagnies, lesquelles ont unanimement déclaré qu'elles ne sauraient songer à amoindrir une recette importante et « que rien ne justifierait une pareille mesure ». Le ministre, M. Turrel, s'est incliné devant cet avis, et désormais les ouvriers vendangeurs n'ont qu'à abandonner l'espoir d'obtenir jamais cette légitime satisfaction.

Puis il y a entre vous, producteurs, et le consommateur de vin, des barrières aujourd'hui infranchissables, mais que les socialistes mettront bas. C'est d'abord la spéculation capitaliste, saisissable à Bercy par exemple. C'est ensuite l'établissement des octrois : voilà deux causes qui empêchent vraiment les Français des villes et des régions du Nord de boire du bon vin, le vin naturel que vous faites, et qui les mettent à la merci des trafiquants sans scrupules.

Pour les octrois, la taxe s'élève à 15 francs par hectolitre aux portes de Lyon, à 18 francs pour Rouen et Le Havre, 19 francs pour Paris, 22 francs pour Lille. Or, les villes socialistes, comme Dijon, vont faire la tentative de leur suppression en les remplaçant par des taxes directes et relatives à la fortune de chacun. Que l'on ne dise point que cette réforme est impraticable. Elle est réalisée à l'heure actuelle dans un grand nombre de villes étrangères, par exemple Hambourg et Berlin pour ne parler que de celles-là. Quant à la spéculation et à la fraude, quant à la fabrication de vins de raisins secs, quant au mouillage et à l'alcoolisation, seules des mesures sociales et profondes, seule une transformation dans le mode d'achat et de vente, qui d'individuel deviendrait collectif, peuvent arrêter ces fléaux qui nuisent tant au producteur et au consommateur. Songez seulement à ceci, travailleurs : pour l'alcool, par exemple, le consommateur paie environ 2 milliards par an. L'Etat prélève là-dessus, pour sa part, 360 millions ; le producteur 60 millions seulement (d'après M. Alglave) ; le reste, c'est-à-dire presque tout, appartient à la spéculation, au commerce et à la fraude. Vous, vous êtes toujours fort mal partagés. Il n'y a qu'une solution à ces graves problèmes : la mise en relation directe de l'acheteur et du vendeur par la suppression des barrières fiscales entre eux, par la diminution des tarifs de transport des vins, par la substitution des collectivités — communes ou corporations de travailleurs — au spéculateur et à l'agioteur. Mais jamais les politiciens qui repoussent le socialisme n'accepteront cette solution. C'est dire qu'ils ne serviront jamais vos vrais intérêts. Ils aiment mieux protéger la spéculation qui, au dire de M. Léon Say lui-même, dès 1882, a fait payer à la France, en onze ans, une rançon égale à celle du Prussien en 1871.

***

Nous voulons attirer votre attention sur un autre groupe de réformes qui nous semblent tout à fait indispensables et dont l'application ne peut non plus venir que si les idées socialistes sont victorieuses. Je n'ai pas à vous apprendre

de quelle importance, pour les agriculteurs modernes, est l'emploi de fumures et d'engrais perfectionnés et riches. Cela saute à tous les yeux. Or, lorsque vous allez acheter à la ville soit les fumures indispensables (phosphates naturels, superphosphates, scories, nitrate de soude), soit la bouillie bordelaise ou tel autre composé de sulfate de cuivre qui vous sert à préserver vos vignes des maladies, vous vous apercevez de leur mauvaise qualité et de leur prix exagéré. Vous avez pu lire récemment la colossale escroquerie que les tribunaux nous ont révélée, de marchands d'engrais chimiques vendant à des agriculteurs belges des produits falsifiés et impropres : 600.000 kilogr. de prétendus engrais, mélange vague sans propriétés et sans effets, leur avaient été vendus par la Société Vermeyer et C[ie], qui a tant d'imitateurs en France. Le Parquet de Gand a dû sévir (22 avril 1897) contre cette fraude inouïe qui n'est pas seule dans son genre, vous le savez bien. — Et il n'est pas besoin d'aller en Belgique pour la signaler : elle se fait chez nous-mêmes. — Vous savez aussi que des dépôts très importants de phosphates, découverts en Algérie, ont été livrés à une exploitation anglaise, laquelle, monopolisant ces produits essentiels, fera à son gré la hausse sur le marché. Aussi vous étonnez-vous à juste titre de l'augmentation du prix de tout ce qui est nécessaire à la culture (soufre, fils de fer, etc.). L'explication de ces deux phénomènes — augmentation des prix, falsification — a été donnée depuis longtemps par les socialistes, ainsi que le remède à y apporter. Plus l'on va, plus les produits sont monopolisés en quelques mains (sulfure de carbone, soufre, bois merrains), pour ne parler que des produits qui vous sont immédiatement indispensables. Non seulement vous avez vu et vous voyez disparaître les ouvriers, autrefois auxiliaires importants de l'agriculture — charrons, forgerons, etc.; — vous savez que les machines agricoles qu'ils fabriquaient autrefois seuls vous viennent aujourd'hui toutes faites et par wagons de quelques centres importants; c'est que le travail du fer s'est concentré en un seul endroit : — mais vous pouvez observer le même fait pour les produits nécessaires à l'agriculture. De plus en plus ce sont quelques-uns qui monopolisent

le produit, suppriment toute concurrence, le vendent au prix qu'ils veulent et exploitent tous les travailleurs. Quant à la falsification, elle est à l'ordre du jour, à l'heure actuelle où tout est frelaté. La seule morale que vous recommandent les bourgeois présents et passés est de faire fortune. « Enrichissez-vous », disait Guizot — « Laissez les individus lutter entre eux ; leur amour-propre, leur désir des richesses sera excité et il naîtra de cette émulation un progrès public ». — Voilà leurs paroles. Or, ce qui naît en général de cette lutte sans limites, c'est la falsification. Il faut faire fortune, et peu importent les moyens. Le socialisme, au contraire, propose de remettre à la nation, à la société ces monopoles déjà constitués, afin que quelques-uns n'exploitent pas tous les autres. Il fera ainsi disparaître la fraude, la falsification et le vol.

***

Le socialisme s'occupe aussi du sort des ouvriers agricoles et des domestiques à gages. Il sait que leur nombre est très grand – plus de deux millions en France — et leur situation le plus souvent fort malheureuse. Dans certaines régions du Nord et de l'Ouest le salaire des ouvriers agricoles est tout à fait humble puisque parfois il ne dépasse pas 0,75 centimes par jour. Seuls, les socialistes ont fait entendre en leur faveur, en faveur aussi des domestiques à gages, la parole de justice à la Chambre (séance du samedi 19 juin 1897). C'est pour la première fois qu'on a signalé dans le Parlement leur état de dépendance, qu'on a appelé l'attention sur leurs salaires avilis, et ce sont les socialistes qui ont eu cette initiative. Ils ont proposé l'établissement de la prud'homie agricole qui réglerait les différends entre employeurs et salariés ; ils ont montré les inconvénients du chômage et surtout signalé avec force l'état d'abandon dans lequel la société laisse ceux d'entre eux qui, déjà vieux, ne peuvent plus travailler. Lorsqu'ils ont épuisé leurs forces et leur vie à faire venir pour d'autres de riches moissons, on les abandonne « comme le raisin séché et vidé par le pressoir ». Sans doute l'amélioration de leur sort est liée à celle des petits propriétaires. Ils recevront des salaires plus élevés si

le propriétaire lui-même retire de sa terre un revenu plus important. Ils bénéficieraient, par conséquent, d'abord, de toutes les réformes que nous proposons pour sauver le propriétaire lui-même. Mais le rôle de la société commence là où finit celui des propriétaires. Il ne faut plus que les vieux travailleurs aient comme unique perspective, à la fin de leur vie de labeur, la misère noire et la mendicité : il faut que leur vieillesse soit assurée. Une société bien organisée doit avoir comme premier souci de songer à ses vieillards, à ceux qui, ayant payé leur dette de travail, sont hors d'état de continuer. Aussi la Caisse de retraite pour les Invalides du Travail constitue-t-elle un des articles de leur programme auquel les socialistes tiennent le plus ! Eux seuls aussi pourront mener à bien cette réforme urgente car ils n'hésiteront pas à passer outre aux réclamations des riches et de leurs avocats. Ils taxeront la grosse fortune acquise et transmise héréditairement, et feront disparaître ainsi l'une des inégalités qui choquent le plus fortement l'idée de justice.

Voilà quelques-unes des réformes de notre programme qui peuvent intéresser les agriculteurs. Nous ne dissimulons aucune de nos idées, et vous voyez à leur simple exposé qu'elles n'ont point un caractère bien subversif. Bien au contraire; elles sont de nature à apporter à vos souffrances actuelles et aux injustices dont vous êtes victimes des améliorations immédiates. Vous sentirez à votre tour que le socialisme seul, le parti de la Justice et des Réformes, peut vous donner satisfaction ; vous ne vous laisserez pas égarer par les calomnies quotidiennes de nos ennemis ; vous n'accepterez pas les confusions qu'ils voudraient établir entre ce que nous sommes et ce que nous ne sommes pas. Le mot même de « socialiste » ne vous effrayera plus. Encore une fois, il signifie : Paix et assistance au travailleur, au propriétaire qui cultive. Mais il faut ajouter que ne reconnaissant d'autres titres à la possession du sol que le Travail, les socialistes affirment que seul doit moissonner celui qui a cultivé et semé : et ils sont prêts, pour le plus grand bien de la majorité, à accepter toutes les conséquences de cette affirmation.

Marcel Cachin.

RÉPONSE

A

UNE FOURBERIE OPPORTUNISTE

Les ennemis de la démocratie se sont sentis menacés par l'énergie et la ténacité des socialistes qui ont décidé de présenter aux suffrages du peuple des campagnes girondines, non plus des bourgeois et des riches, mais des hommes sortis du peuple même, et qui vivent encore de sa vie : un petit propriétaire, un marin, un horloger, un employé, un professeur, un vigneron, etc. Aussi les hommes de la bourgeoisie viennent-ils de se réunir à Bordeaux et de décider qu'il était urgent de combattre par tous les moyens la propagande socialiste.

Pour cela ils ont trouvé habile de nous faire passer aux yeux des travailleurs des champs comme des hommes sanguinaires. Voici en effet un document que publiait la *Petite Gironde* à la date du 29 juillet 1897 :

Ligue de défense et de progrès social

Une importante réunion, à laquelle assistaient un grand nombre de notabilités appartenant au monde de la politique, de l'enseignement et du commerce, a eu lieu hier, sous la présidence de M. Didier, assisté de MM. Marc Maurel et Villate, en vue de la constitution d'une Ligue dont l'action s'étendra sur tout le département de la Gironde, et qui aura pour but de combattre, par la parole et par les écrits, les

doctrines funestes du collectivisme révolutionnaire, et d'en empêcher la propagation.

Après un discours du président, M. Didier, exposant le but de la réunion, une discussion s'est engagée entre divers membres, notamment MM. P.-A. Delboy, Imbart de la Tour, Marly, Doumenjou, etc.

Différentes décisions ont été prises concernant le titre, les statuts et le fonctionnement de l'Association. Un bureau provisoire a été désigné.

L'assemblée s'est prorogée après les vacances et a donné mandat au bureau provisoire de publier le manifeste que nous reproduisons ci-dessous :

« Pas de vie nouvelle sans effusion de sang »
J. Guesde
Collectivisme et Révolution.

« Un vent d'orage passe sur les peuples comme
» sur l'Océan ; attendons-nous à la tempête. »
Elisée Reclus
Evolution et Révolution

« La Ligue Girondine de défense et de progrès social a l'honneur de solliciter votre intelligent concours pour mener à bien une campagne d'ordre purement social, exempte de toute tendance politique et confessionnelle.

» A la propagande collectiviste internationale par les conférences, les brochures et les journaux, il faut répondre de la même façon afin d'assurer le maintien de la propriété et de la liberté individuelles, instruments féconds du progrès social.

» L'heure est venue où tous les hommes soucieux de leur véritable indépendance et de l'avenir du pays doivent grouper leurs forces pour combattre les théories collectivistes et faire respecter les principes qui ont inspiré la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen.

» C'est dans ce but que la Ligue Girondine de défense et de progrès social se propose de manifester sans cesse en faveur de ses opinions par tous les moyens légaux, prenant ainsi une initiative qui, suivie par les autres départements, aura pour résultat d'entraver la marche des idées collectivistes.

» Nous avons la très ferme conviction que vous voudrez bien, par votre adhésion, contribuer à cette œuvre de défense sociale en travaillant avec nous à la propagation des saines idées.

» La Ligue fait appel à toutes les bonnes volontés. Elles ne lui feront pas défaut, car tout citoyen comprend qu'aujourd'hui, en face des problèmes sóciaux, la légèreté serait une folie et la défaillance une trahison.

» Pour le Bureau provisoire :

» *Le Président*, L. Didier, professeur à la Faculté de droit ; *le Secrétaire général*, Octave Ellie, avocat, docteur en droit ; *le Trésorier*, H. Marly, conseiller d'arrondissement.

» Les adhésions sont reçues chez le président, M. Louis Didier, 24 *bis*, rue du Temple, à Bordeaux. »

Le soir même la lettre suivante était adressée à M. Louis Didier, président de ladite Ligue :

Bordeaux, le 29 juillet 1897

« A M. Louis Didier, président de la Ligue Girondine de défense et de progrès social, 24, rue du Temple, Bordeaux.

» Monsieur,

» Au nom de tous ceux qui, comme nous, se réclament de l'école socialiste scientifique, ou collectiviste, nous avons le devoir de venir protester contre la forme équivoque et. sinon intentionnellement, du moins effectivement déloyale du manifeste que vous venez de publier en annonçant la fondation de votre ligue.

» Il ne peut pas y avoir de doute sur le but précis de cette ligue qui est de « combattre, par la parole et par les écrits. » les doctrines funestes du *collectivisme* révolutionnaire, et » d'en empêcher la propagation. »

» Ce caractère bien défini est affirmé tout au long du manifeste :

« A la propagande *collectiviste* internationale par les

» conférences, les brochures, les journaux, il faut répondre » de la même façon. »

« ... grouper leurs forces pour combattre les théories » collectivistes. »

« ... une initiative qui aura pour résultat d'entraver la » marche des idées *collectivistes.* »

» Il n'y a pas une seule phrase du manifeste qui puisse laisser entendre que la ligue est destinée à combattre à la fois toutes les écoles et théories révolutionnaires, y compris les anarchistes; il n'est parlé exclusivement que du *collectivisme.*

» Il est donc étrange que pour entraîner les membres de votre ligue au combat vigoureux auquel vous les conviez ardemment, comme c'est d'ailleurs votre droit, vous placiez tout d'abord sous leurs yeux, en exergue, une citation empruntée à l'un des plus célèbres théoriciens de la doctrine *anarchiste,* Elisée Reclus, tout à côté d'une autre citation émanant du plus vaillant apôtre de la doctrine socialiste scientifique, ou *collectivisme,* Jules Guesde.

» Pourquoi donc ce rapprochement que rien ne saurait justifier, et que rien ne nécessitait si ce n'est peut-être LE BESOIN QUE VOUS AURIEZ DE FAIRE CROIRE DANS LES CAMPAGNES que « *Socialisme et Anarchisme, c'est la même chose* » et que « *socialistes et anarchistes sont les mêmes gens ?* »

» Ce ne peut pas être par le plus ou moins... habile rapprochement d'une dizaine de mots extraits d'un très volumineux ensemble d'écrits de part et d'autre, qu'un homme de bonne foi serait autorisé à établir une communauté de conceptions et de buts contre laquelle proteste énergiquement et sans la moindre hésitation tout un long passé d'écrits, de paroles et d'actes. La plus élémentaire probité commande que l'on laisse à chacun réciproquement la pleine responsabilité de ce qui lui appartient.

» Nous protestons en outre contre la façon malveillante avec laquelle la citation que vous donnez de Jules Guesde a été empruntée à son ouvrage, écrit en 1879 à l'Hôpital Necker. *Collectivisme et Révolution :*

« Pas de vie nouvelle sans effusion de sang.
» Jules Guesde. »

» Après une substantielle étude des mouvements populaires et des révolutions du passé, d'où il ressort avec une navrante évidence cette constatation, révoltante pour les consciences droites, qu'aucune des grandes transformations sociales nécessaires au bien des peuples n'a pu être obtenue pacifiquement, Jules Guesde tirait cette déduction absolument logique :

« Nous comprenons qu'on le déplore — LE DÉPLO-
» RANT NOUS-MÊME PLUS QUE PERSONNE. —
» mais qu'il s'agisse d'organisme social ou d'organisme
» individuel, qui dit enfantement dit déchirement. *Pas de*
» *vie nouvelle sans effusion de sang.* »

» Il n'est pas une personne de bonne foi qui ne comprenne l'énorme différence entre les deux citations, la vôtre et la nôtre, comme entre le parti qu'il vous serait possible de tirer de l'une ou de l'autre aux yeux des habitants des campagnes !

» Il y a dix-huit ans que cela fut écrit, et cependant les collectivistes n'ont pas changé d'opinion, encore que d'après la théorie des opinions successives instituée par les plus grands hommes de l'opportunisme ils en auraient eu légitimement le droit. — Mais, depuis lors, il s'est accompli un véritable événement auquel les socialistes ont adapté leur tactique, à savoir : que les travailleurs ont fini par comprendre ce que leur criait le Programme collectiviste de Marseille 1879, *qu'il leur était possible de se servir du suffrage universel comme d'instrument d'émancipation au lieu d'instrument de duperie qu'il avait été jusqu'alors.*

» *Si* par la méthode élective et des réformes légales successives *il était possible* de réaliser *pacifiquement* la transformation sociale à laquelle nous achemine inéluctablement le régime de production capitaliste moderne, quel est donc l'homme de cœur et de raison qui pourrait s'y opposer en préférant *a priori* la révolution violente ? Ce ne sont pas les socialistes en tous les cas, puisqu'ils ne cessent de pousser les populations dans cette voie de réformes légales et de transformations sociales accomplies par le seul concours

des bonnes volontés et des intelligences. Au contraire, n'est-ce pas la bourgeoisie gouvernementale qui, effrayée de se voir de plus en plus remplacée dans les corps élus par des socialistes, s'oppose maintenant par les pires violences et illégalités au libre fonctionnement du suffrage universel? N'est-ce pas elle qui, aveugle et stupide dans son affolement, au lieu de laisser s'accomplir normalement l'évolution nécessaire et d'y aider même dans son propre intérêt, provoque criminellement au plus sanglant des bouleversements de notre histoire, en fermant au prolétariat affamé de réformes la seule issue pacifique qui lui était ouverte?

» Les socialistes n'ont donc rien à renier du passé, mais ils ont le droit d'exiger que l'on n'essaye pas de dénaturer leur pensée pour en tirer profit contre eux.

» Nous saisissons cette occasion, Monsieur, pour vous rappeler, si vous ne l'ignoriez pas, la définition de la *société collectiviste* donnée par le célèbre philosophe et économiste John-Stuart Mill, membre du Parlement Anglais :

« Une organisation sociale qui concilie la plus grande
» liberté de l'individu avec une appropriation commune des
» matières premières fournies par le globe et une participa-
» tion égale de tous dans les bénéfices du travail commun. »

» Nous envoyons copie de cette protestation strictement courtoise et sincère aux journaux qui ont publié votre manifeste. Nous ignorons s'ils lui donneront une égale hospitalité, comme il nous semble que ce serait de leur part un devoir de loyauté.

» Dans tous les cas, Monsieur, vous pourrez compter que partout où votre Ligue ira combattre les collectivistes, ceux-ci se feront un devoir de veiller à ce que ce soit avec des armes loyales, et de qualifier comme il conviendra les procédés dont on se servira contre eux.

» A bon entendeur, salut!

» Veuillez agréer, Monsieur le Président, nos salutations. »

Pour le Conseil Fédéral de la Fédération Girondine du Parti Ouvrier Français,

Raymond LAVIGNE,

Secrétaire.

LE SYNDICAT DE LA PEUR

A mon ami Duffourg,
de Tabanac.

En relisant l'appel furieux que lancent contre nous tous les nouveaux Ligueurs de l'opportunisme, ma pensée s'est reportée vers vous, mon vieil ami, et vers ce verdoyant vallon de Tabanac, où votre maison se dérobe sous la futaie ombrée. Ce jour, m'est revenu à la mémoire, où nous causions de l'avenir des idées démocratiques, en goûtant ce vin généreux que produisent vos coteaux, quand le black-rot le permet.

Et au moment où, dans votre asile de paix et d'ombre, nous faisions pour nos idées les plus beaux rêves de réalisation, je ne me doutais pas que l'on pût vous considérer jamais comme un démolisseur social, comme un homme contre lequel la société eût à se mettre en défense.

Des « notabilités de Bordeaux », comme dit la *Gironde*, appartenant à tous les mondes de la bourgeoisie, en ont décidé autrement. Nous tous, candidats socialistes dans le département,— et vous en êtes — sommes qualifiés par ces Messieurs de perturbateurs funestes ; et il est temps de soulever contre nous, contre vous, tous les citoyens que la Justice et la Vérité de nos théories auraient pu séduire. Oui, voilà que nous sommes un danger pour l'ordre social ! Nous qui ne voulons que la fin de « l'Exploitation de tous par quelques-uns », nous sommes des malfaiteurs contre lesquels il est temps de mettre en garde les gens aux saines idées !

Ainsi, mon vieil ami, quel qu'en soit votre étonnement, vous, le terrien si placide, si calme et si bon, vous qui n'avez commis d'autre crime que de souhaiter avec nous pour vos

semblables un peu plus de bien-être et de bonheur, vous voilà présenté à tous comme un homme dangereux ! Et ces paroles, à vous adressées par la grosse bourgeoisie apeurée d'aujourd'hui, ont dû vous rappeler, à vous qui combattez depuis si longtemps pour la démocratie, les paroles d'autrefois, les paroles d'il y a 27 ans. A ce moment-là aussi, à la fin du second Empire, les républicains qui luttaient pour les libertés nécessaires étaient traités à peu près comme nous le sommes nous-mêmes aujourd'hui. On les présentait, eux aussi, comme des êtres dangereux ne rêvant que désordre et anarchie.

Ils ont triomphé cependant et le peuple est, malgré tout, venu à eux plein de confiance. Que les temps sont changés ! Ces mêmes républicains d'alors, que le peuple des villes et des campagnes a poussés au pouvoir, aux honneurs, à la richesse ; ces gens, suspects il y a 27 ans d'anarchisme, sont les mêmes qui, aujourd'hui, à la tête des affaires, retournent contre nous les accusations dont ils ont été eux-mêmes autrefois les victimes passagères. Que s'est-il donc passé ? Le peuple s'est aperçu, dans les campagnes et dans les villes, que ces hommes pour lesquels il avait voté jusqu'ici, auxquels il avait confié la défense des intérêts de tous, s'étaient occupés uniquement d'eux-mêmes et de leurs intérêts de classe ; il a eu dès lors le sentiment qu'il s'était trompé, et il a décidé qu'au lieu de se fier désormais à la classe riche, à la classe bourgeoise, il prendrait dans son sein même ses défenseurs et ses mandataires. Le peuple des villes a commencé ; voilà que la démocratie rurale à son tour entre en lice ; vous porterez son drapeau chez vous ; nous le porterons ailleurs. Et aussitôt, tremblant déjà pour l'avenir, craignant que nous n'étalions à la face du monde le récit de ses rapines légales et des spoliations scandaleuses qui l'ont enrichie, la bourgeoisie au pouvoir se lève contre nous ! Et usant des mêmes armes que jadis l'on employa contre elle, elle se tourne vers la démocratie rurale, vers les travailleurs des champs qu'elle a dupés et qu'elle a spoliés, et elle leur affirme que nous sommes des hommes sanglants et dangereux.

Oui ! voilà où elle en est cette bourgeoisie qui avait un

beau rôle historique à jouer, mais qui est viciée par son égoïsme ; aujourd'hui, gorgée d'affaires, elle ne songe plus qu'à jouir et à conserver ses privilèges. Elle veut rester au pouvoir à tout prix ; elle se jette dans les bras des hommes des anciens partis, appelant à son aide les consciences timorées, assez forte encore par le prestige de la domination pour ameuter provisoirement contre nous ceux mêmes que nous voudrions libérer. Eh bien ! mon vieil ami, nous allons lutter, nous aussi ; en voyant des hommes comme vous, surtout, des vignerons conscients de leur droits se lever sur la glèbe et appeler à eux leurs frères spoliés, le peuple des campagnes comprendra le mensonge grossier dont on a voulu l'abuser. Allons ! quoi qu'en disent ces messieurs de la bourgeoisie bien rentée, nous n'avons pas l'air trop sanguinaires, montrons-nous à tous franchement et loyalement !

Le peuple se reconnaîtra en nous puisque nous sommes lui-même, et au cas où il devrait rester sourd à ce premier appel que nous lui faisons, ne nous décourageons pas, mon cher ami, nous avons pour nous la Justice et le Droit immortels, et l'avenir rayonnant qui nous illumine.

Marcel CACHIN.

Candidat de la 1re Circonscription de Libourne.



Bordeaux. — Imp. du Midi, 91, rue Porte-Dijeaux.

